

20240109 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/54363/loi-immigration--mobilisation-sur-plusieurs-front-avant-le-verdict-des-sages-le-25-janvier>

[Actualités](#)



Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel. Crédit : Reuters

Loi Immigration : mobilisation sur plusieurs front avant le verdict des Sages le 25 janvier

Par [RFI](#) Publié le : 09/01/2024

Le Conseil constitutionnel donnera son avis sur la loi Immigration le 25 janvier, soit un peu plus de trois semaines après son adoption par le Parlement. Dès l'adoption du texte, l'exécutif avait reconnu que certaines dispositions pouvaient être contraires à la Constitution. En attendant la promulgation de cette loi, qui durcit les conditions d'accueil et de résidence des étrangers, la mobilisation des opposants ne faiblit pas.

La mobilisation contre la loi Immigration se mène sur plusieurs fronts à la fois. Juridique d'abord. Une cinquantaine d'universitaires et de professionnels de terrain ont planché sur ce texte et ont fait parvenir leurs contributions au Conseil constitutionnel. Les Sages rendront leur verdict le 25 janvier.

Mais déjà, les professionnels soulignent les incohérences de cette loi. "C'est un texte illisible qui se contredit parfois d'une disposition à l'autre et qui posera d'énormes problèmes d'applications. En fait, c'est une usine à fabrication de sans-papiers, une usine aussi à développement du contentieux des étrangers", assure Serge Slama, professeur de droit public à l'université de Grenoble, qui explique sa démarche :

>> *À (re)lire* : [France : ce que contient le projet de la loi immigration adopté au Parlement](#)

La mobilisation se joue aussi sur un front plus politique : 201 personnalités ont lancé dimanche un appel à manifester le 21 janvier pour dénoncer, un "tournant dangereux de notre

République". Parmi les signataires : des artistes, des responsables associatifs ou encore des élus.

Avant cela, syndicats, partis de gauche et ONG espèrent aussi mobiliser dans la rue dimanche 14 janvier, pour tenter d'empêcher la promulgation de la loi.

Texte initialement publié sur : [RFI](#)